

## ARRETE n°2016-12-046

mettant en demeure la SARL « Les Carrières de Pompignan »  
de régulariser la situation administrative du forage qu'elle exploite  
sur la carrière de calcaire au lieu dit « Lascans » (nord)

### Commune de Pompignan

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 171-7, L 171-8 ;
- Vu la nomenclature des activités soumises à autorisation ou à déclaration définie à l'article R214-1 du code de l'environnement en application des articles L 214-1 à L 214-6 du même code ;
- Vu les articles L 214-1 et L 214-7 du code de l'environnement relatifs aux prescriptions particulières applicables aux ouvrages hydrauliques situés dans le périmètre d'une installation classée soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2016-DL-6 du 1<sup>er</sup> janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Gilles BERNARD, Sous-Préfet du VIGAN ;
- Vu l'arrêté préfectoral référencé 90/3783/CM2/ABL du 27 juin 1990 autorisant la société DANCAN à exploiter une carrière sur la commune de Pompignan, au lieu-dit « Lascans » et notamment son article 5 ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°213V du 30 septembre 1999 autorisant la société LANGUEDOC PIERRE à se substituer à la société DANCAN pour l'exploitation de la carrière précitée et prescrivant des obligations complémentaires ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°01.12.95 du 20 décembre 2001 autorisant M. et Mme CRES Robert à se substituer à la société LANGUEDOC PIERRE pour l'exploitation de la carrière précitée ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 0504088 du 18 avril 2005 autorisant la SARL « les Carrières de Pompignan » CRES Robert et Fils à se substituer à M. et Mme CRES Robert pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert susvisée ;

- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°1008079 du 30 août 2010 relatif aux garanties financières de la carrière susvisée ;
- Vu la demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter déposée en sous-préfecture du Vigan le 13 avril 2016 et présentée par la SARL « les Carrières de Pompignan » pour la carrière susvisée ;
- Vu le courrier du 29 octobre 2016 adressé à M. le Sous-préfet du Vigan, par lequel M. le commissaire enquêteur désigné en vue de l'enquête publique devant être organisée dans le cadre de l'instruction de cette demande, fait état des constats qu'il a effectués au cours de sa visite sur le site de la carrière et notamment l'existence d'un forage ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 24 novembre 2016 ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant que les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont soumis aux prescriptions du code de l'environnement et sont susceptibles d'être classés au titre de la nomenclature des activités soumises à autorisation ou à déclaration définie à l'article R 214-1 du code de l'environnement en application des articles L 214-1 à L214-6 du même code (ex loi sur l'Eau) ;

Considérant qu'en application des articles L 214-1 et L 214-7 du code de l'environnement, les ouvrages hydrauliques situés sur une installation classée sont réglementés dans le cadre des prescriptions concernant celle-ci au titre de la réglementation des ICPE ;

Considérant que l'ouvrage susvisé n'a fait l'objet d'aucune déclaration ou régularisation par l'exploitant de la carrière ;

Considérant que les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté d'autorisation du 27 juin 1990 ne sont pas respectées ;

Considérant que la société Les Carrières de Pompignan, conformément aux dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de régulariser sa situation administrative sur les points mentionnés ci-dessus ;

Sur proposition du Sous-préfet du VIGAN ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Dans le cadre de la régularisation administrative, la SARL les Carrières de Pompignan (siège social et adresse administrative : rue de Sauve – 30170 Pompignan) est mise en demeure, pour la carrière de calcaire qu'elle exploite sur la commune de Pompignan au lieu-dit « Lascans » (Nord), de régulariser, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative du forage situé dans l'emprise de cette carrière :

- ♦ soit en procédant à la fermeture de cet ouvrage suivant les règles de l'art et en adressant les justificatifs correspondant à M. le Sous-préfet du Vigan,
- ♦ soit en transmettant à M. le Sous-préfet du Vigan tous les éléments nécessaires permettant à celui-ci d'apprécier la conformité réglementaire de cet ouvrage et notamment :

- les caractéristiques de l'ouvrage
- les volumes maximum prélevés (m<sup>3</sup>/h et m<sup>3</sup>/an)
- l'évaluation de l'impact sur la ressource sur le milieu naturel et, le cas échéant, sur les ouvrages situés à proximité

sous la forme d'un porter à connaissance et d'une étude hydrogéologique et en procédant aux déclarations réglementaires.

## **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'un des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

## **ARTICLE 3 :**

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Les Carrières de Pompignan et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Une ampliation est adressée :

- au secrétaire général de la sous-préfecture du Vigan ;
- au maire de Pompignan;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées, à ALES ;

chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Vigan, le 30 décembre 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet,



Gilles BERNARD.

